

Les échecs du monétarisme international : la première crise de la dette

LA REACTUALISATION DES RAPPORTS BRANDT - Deuxième partie - 1/3

Partage international n° [188](#) - Avril 2004

par James Bernard Quilligan

Dans ses numéros de janvier/février et mars 2004, Partage international a publié le début d'une série d'articles sur la réactualisation des rapports Brandt. En 1977, l'ancien chancelier allemand Willy Brandt avait réuni un groupe d'anciens chefs d'Etat et de personnalités mondiales de premier plan afin d'examiner « l'échec de l'économie mondiale et les problèmes qui accablent les pays en développement ». Plus de vingt ans après la publication du Rapport Nord-Sud : un programme pour la survie (1980) et de son complément : la Crise internationale : la coopération Nord-Sud pour reconstruire le monde (1983), James Quilligan analyse les demi-succès et les échecs dans l'application de ces propositions. Dans la première partie, James Quilligan a passé en revue les principales questions traitées par la Commission, et il a établi une évaluation de ses propositions (voir Partage international de janv./fév. et mars 2004). Dans cette seconde partie, il propose une analyse approfondie de l'histoire économique depuis la Seconde Guerre mondiale, et il établit les liens avec les solutions que la Commission Brandt a préconisées, et dont l'application est plus que jamais indispensable aujourd'hui.

Après les horreurs de la Grande Dépression et de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés reconnurent qu'il fallait mieux coordonner l'économie internationale en reconstruction. En 1944, la conférence de Bretton Woods, dans le New Hampshire, aux Etats-Unis, réunit 44 pays et créa deux nouveaux instruments au service de la coopération financière et monétaire internationale, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. L'année suivante, ces institutions s'établirent à Washington. La nouvelle économie issue de Bretton Woods a fonctionné sans problème majeure durant vingt-cinq ans. Le système monétaire

mondial était fondé sur l'étalon or, et les devises internationales disposaient d'une parité fixe par rapport au dollar. Avec cet ancrage fort des devises, les gouvernements étaient incités à maintenir une certaine discipline financière.

Un changement profond apparut au début des années 1970. La guerre du Vietnam fit plonger le déficit américain. Parallèlement, nombre des anciennes nations coloniales s'étaient industrialisées au cours des années 1950 et 1960, et disposaient de stocks substantiels de produits manufacturés disponibles pour l'exportation. La spéculation internationale provoqua une sortie massive de capitaux hors des Etats-Unis en quête de taux d'intérêts supérieurs et de devises plus stables. Comme le nombre de détenteurs étrangers de dollars augmentait, il s'ensuivit une ruée sur les réserves d'or américaine. Lorsque les Etats-Unis ne furent plus en mesure de garantir la contrepartie aux devises mondiales, la discipline qui avait prévalu depuis la fin de la guerre cessa brutalement. Le 15 août 1971, le président Richard Nixon supprima la convertibilité du dollar en or, inaugurant une nouvelle ère de taux de change flottants.

Ce « système des taux de change flexibles » connut des problèmes dès sa naissance. Sans stabilité monétaire, les taux d'intérêt s'envolèrent. Alors que les taux de change avaient jusqu'alors été conditionnés par la demande du commerce international, ils furent désormais déterminés par la volatilité des mouvements de capitaux. L'économie mondiale devint instable et les pays développés se retrouvèrent exposés. Les prix du pétrole s'envolèrent. L'inflation atteignit des sommets. Le chômage grimpa en flèche. Nombre de pays riches connurent des problèmes de balance des paiements. Comme l'a expliqué Willy Brandt : « *Les pays industrialisés occidentaux avaient connu des taux de croissance de plus de 4 % l'an de 1950 à 1960, et de plus de 5% entre 1960 et 1973, mais ces taux se réduisirent à quelque 2,5% annuel entre 1973 et 1979.* » [N-S, 40]

Dans le même temps, devenus riches, les pays de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) promirent d'exercer leur pouvoir économique et leur influence grandissante au bénéfice des nations pauvres qui espéraient ainsi

pouvoir contrôler leurs propres ressources, accroître leur influence dans le commerce international et leur productivité, et participer au processus politique à l'échelle mondiale. Ces pays anticipaient l'émergence de conglomérats issus du tiers monde qui disposeraient de la puissance nécessaire pour augmenter les prix des matières premières et faire pression sur les pays riches pour imposer une transformation de l'économie mondiale. Ils créèrent le Groupe des 77 en faveur d'un nouvel ordre économique, au sein de l'Assemblée générale des Nations unies.

Au cours de la même période, un nouveau domaine de recherche interdisciplinaire sur les problèmes internationaux naquit. De nombreuses études furent conduites sur la théorie des systèmes, les limites de la croissance, ainsi que la modélisation internationale. Pour la première fois, on porta systématiquement attention aux liens entre la finance, la pauvreté, la population, la consommation, la technologie et l'environnement. Vers la fin de l'année 1977, Willy Brandt réunit un panel de dirigeants internationaux et d'experts renommés afin d'intégrer cette recherche et de proposer de nouvelles analyses, de nouvelles propositions pratiques concernant le développement international.

La signature de la Commission Brandt - un motif sommairement dessiné sur les couvertures de *Nord-Sud* et *Crise Commune* - était une ligne irrégulière dessinée en travers d'une carte du monde, dépeignant le gouffre entre les pays riches du Nord et les nations pauvres du Sud : « *Il est inacceptable, conclut le groupe, que la plupart des hommes vivent relativement confortablement dans une partie du monde, tandis qu'ils luttent âprement pour survivre dans l'autre.* » [N-S, 64]

La publication de *Nord-Sud* entraîna une réaction à l'échelle mondiale, et fut largement couverte par les médias, provoquant des débats animés un peu partout. Le rapport fut traduit dans plus de vingt langues dont l'arabe, le chinois, le swahili, le roumain. Au début des années 1980, des milliers de personnes se joignirent à des assemblées pacifiques de par le monde pour soutenir les propositions Brandt, un prélude aux rassemblements altermondialistes actuels. Des porte parole parcoururent le monde afin de transmettre le message des Rapports Brandt dans des communautés locales. *Nord-Sud* était commenté dans les églises, les organisations civiques, les universités, les conférences, les ONG, les agences nationales et internationales. Plus des trois quart des pays de la planète endossèrent les propositions Brandt, lors des trente cinquième et trente sixième sessions de

l'Assemblée générale des Nations unies.

« *Ce rapport traite de risques qui sont très élevés, déclara W. Brandt, mais il n'abdique à aucun fatalisme. Il cherche à démontrer que les dangers mortels qui menacent nos enfants et nos petits-enfants peuvent être contournés ; et que nous avons la possibilité - que nous vivions au Nord, au Sud, à l'Est ou à l'Ouest - si nous sommes suffisamment déterminés, de bâtir un monde de paix et de bien-être, solidaire et digne.* » [N-S, 7]

Mais l'heure n'était pas venue. Alors que *Nord-Sud* était publié, l'Union soviétique envahissait l'Afghanistan et les pays occidentaux subissaient une récession économique sévère. Les Rapports Brandt eurent un impact certain sur l'opinion publique, l'analyse institutionnelle et la diplomatie intergouvernementale. Mais la peur du communisme et la léthargie des marchés préoccupaient davantage les pays développés. En 1982, le Nord entra dans sa pire récession depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et les dirigeants occidentaux commencèrent à perdre de vue les considérations de la Commission Brandt sur la reprise économique et les critiques des pays pauvres.

En 1983, année de publication de *Crise commune*, Helmut Kohl avait rejoint les rangs de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, en tant que dirigeants des Trois puissances. Les marchés financiers commençaient à croître et les économies occidentales étaient de nouveau dynamiques. En 1985, les Rapports Brandt furent écartés par les dirigeants et par le public, considérés comme inadaptés à l'époque, et ils furent remisés sur les étagères. Les pays sous-développés souffraient toujours, mais peu semblaient s'en soucier. Les marchés grimpaient et le monde développé célébrait sa renaissance après une décennie précaire.

Il est instructif de repenser à cette période, afin de voir pourquoi la Commission Brandt était si préoccupée par les perspectives tant au Nord qu'au Sud. Depuis le début des années 1970, le nouveau système monétaire dérégulé avait produit un effet fortement récessif sur les économies avancées. Sans discipline monétaire, le monde vacillait d'une crise à l'autre. Les taux d'intérêt grimpaient et la croissance était atone, entraînant du chômage, une baisse des salaires, des dévaluations monétaires, ainsi qu'une baisse de l'épargne et des investissements. Cela provoqua un accroissement des déficits budgétaires et des emprunts, corollairement à une réduction de la demande dans la plupart des économies développées.

Les pays en développement connurent également une grave crise de liquidité. Les pays exportateurs de pétrole – débordant d’argent frais suite aux augmentations des prix du pétrole des années 1973 et 1974 – investirent leur argent par l’entremise de banques internationales qui « recyclaient » une large portion de ce capital en crédits accordés aux gouvernements d’Amérique latine. Avec la récession couvant dans les économies développées, les prix des matières premières s’effondrèrent dans nombre de pays en développement ; le protectionnisme douanier contrecarrait les exportations, les flux de l’aide internationale et des investissements s’asséchèrent. Alors qu’ils s’étaient appuyés sur cette manne financière pour commencer à bâtir de nouvelles infrastructures, les pays d’Amérique latine virent soudain les banques retirer leurs deniers. Cet épisode ne fut cependant pas le dernier exemple de petits pays à connaître successivement une phase d’afflux massifs de capitaux, de flots d’investissements, suivie d’une implosion drastique provoquée par un assèchement brutal de ces flux.

« Le Sud a, avant tout, besoin de finances, avait annoncé la Commission Brandt dans Nord-Sud. La plupart des pays riches ont accepté l’objectif de consacrer 0,7 % de leur PIB à l’aide internationale publique, mais peu d’entre eux s’y sont tenus. Pour l’essentiel, l’aide sert à financer les coûts de change des projets, mais nombre de pays très pauvres ont également besoin d’un soutien aux dépenses domestiques et aux importations de marchandises. Certains des pays les plus prospères du Sud ont récemment réalisé des emprunts conséquents auprès de banques commerciales, se créant de graves difficultés pour l’étalement de leurs remboursements, ce qui inquiétait autant les créanciers que les débiteurs à la fin des années 1970. Et nombreux sont les pays en développement qui auront besoin de ressources financières supplémentaires dans les vingt ans à venir, afin d’apporter de maigres améliorations pour la santé et la nutrition, le développement industriel et minier, ou simplement soutenir un niveau de croissance satisfaisant. » [N-S, 43]

Le Mexique se retrouva en cessation de paiement au mois d’août 1982. Cela déclencha la panique au sein des banques internationales privées à New York, qui étaient les principaux créanciers du Mexique. Les Etats-Unis et les autres pays du G7 bricolèrent un ensemble de mesures de sauvetage au profit du Mexique, à travers le FMI et la Banque mondiale. Comme les autres pays en développement éprouvaient les pires difficultés pour honorer leur dette, les grandes banques durent étaler la dette et réduire parallèlement l’émission de nouveaux prêts

en faveur de ces pays. En les contraignant à continuer de payer les intérêts des emprunts, les banques évitèrent ainsi un effondrement ; mais les taux de croissance chutèrent, et la crise de la dette se répandit à travers toute l’Amérique latine, ricochant ensuite vers l’Asie et l’Afrique.

Ce sauvetage des banques, en partie financé par le gouvernement, constitua un tournant majeur. Le Mexique avait été sauvé et un effondrement économique mondial avait été enrayé. De manière plus significative, on avait testé avec succès une nouvelle pratique : la dette privée avait été transformée en liquidité publique à l’échelle internationale. Dans le sauvetage mexicain, les actifs publics nationaux garantissaient les entreprises sans qu’elles engageassent une quelconque responsabilité. Les contribuables des pays du G 7 n’eurent même pas conscience de payer l’addition. Ce fut la première étape d’une nouvelle approche : des garanties financières officielles fournies par les pays développés à travers le système international offraient des subventions publiques à l’investissement privé dans les pays en voie de développement.

Pour recevoir de nouveaux crédits, les pays endettés d’Amérique latine durent accepter certaines conditions. Ils durent réduire leurs dépenses publiques, tailler dans l’investissement, et dégager des excédents commerciaux afin de rembourser le service de leur dette. Très souvent, ils durent également dévaluer leur monnaie. Ces mesures étaient censées accroître la prospérité de ces économies émergentes, mais les crédits nouveaux n’étaient pas drainés vers des investissements productifs ni au profit de programmes de lutte contre la pauvreté. A l’opposé, ils étaient employés à payer les intérêts des emprunts existants.

L’Amérique latine s’enfonça dans la dépression entre 1981 et 1986, mais il fallut le krach boursier américain de 1987 pour ramener les pays développés à la réalité économique. Les bureaucrates commencèrent à percevoir que la dette des pays sous-développés était une affaire sérieuse qui nécessitait de nouvelles solutions. Que se passerait-il si une cessation de paiement brutale des pays en voie de développement venait à coïncider avec un krach boursier ?

Dans *Crise commune*, la Commission Brandt a lancé une mise en garde contre le risque d’une crise économique mondiale qui résulterait d’un défaut de paiement de la dette du tiers monde. W. Brandt réclamait un soutien financier externe de la part des banques et des agences internationales, et prônait un

allégement de la dette afin de soulager les balances des paiements. La Commission envisageait un nouveau cadre pour le financement du développement, comprenant une augmentation de l'aide, un accroissement des prêts accordés par les institutions financières internationales, des transferts de ressources massifs à destination du tiers monde, et la création d'un nouveau Fonds de développement mondial. Le groupe de Brandt proposa également que l'on taxe l'exploitation des biens communs comme l'océan et le fond des mers, ainsi que le commerce des armes.

« Notre situation est unique, disait W. Brandt. Jamais auparavant, la survie de l'humanité n'a été en jeu à ce point ; et jamais elle n'a disposé d'autant de moyens de s'autodétruire, non seulement par le fait de la course aux armements, mais aussi par l'exploitation et la destruction des ressources planétaires. Nous sommes peut être en train de nous armer à mort, sans faire la guerre, en étranglant nos économies et en refusant d'investir dans l'avenir. Tout le monde sait - devrait savoir - comment s'est terminée la crise économique des années 1930. Tout le monde devrait avoir conscience des dangers immenses que recèle la crise internationale actuelle, et comprendre que seule une relation différente entre les pays industrialisés et le tiers monde pourra nous aider à surmonter cette crise. » [CC, 9]

Deux décennies plus tard, le problème reste entier : comment pouvons-nous assurer que des flux substantiels de capitaux soient canalisés en direction

des pays en voie de développement sans courir le risque élevé d'un retrait brutal des investisseurs, entraînant une implosion des économies émergentes. *Crise commune* avait demandé au monde développé d'accroître ses investissements dans le tiers monde, mais dans le cadre d'une économie stable et gérée à l'échelle internationale. Ce n'est bien entendu pas ce qui s'est produit. Tandis que les banques internationales se montraient trop capricieuses pour réinvestir dans les pays en voie de développement comme elles l'avaient fait à la fin des années 1970 et au début des années 1980, une nouvelle source de financement du développement prit forme.

(A suivre)

[Pour plus d'informations :
www.brandt21fo-rum.info]

Abréviations

N-S : Nord-Sud : un programme pour la survie

CC : Crise commune

Auteur : James Bernard Quilligan, diplômé en science politique et communication. De 1980 à 1987, il a été directeur de la Commission de recherche Brandt, un organisme public de la Commission indépendante de développement international

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#), [éducation](#)

Rubrique : [Divers](#) ()